

BRIEFINGS DE L'IFRI

Centre des études de sécurité



Guerre en Ukraine

Leçon de grammaire stratégique

Élie TENENBAUM

Points clés

- Alors que la Russie a finalement procédé à une invasion de l'Ukraine après des mois de signalement stratégique, il apparaît que Moscou est désormais engagé sur la voie du « changement de régime », une stratégie paradoxalement inspirée par celle mise en œuvre par l'Amérique au début des années 2000.
- Si le président russe parvient à renverser le pouvoir en place en Ukraine, il n'est pas certain qu'il puisse conserver cette domination. L'histoire est sévère envers l'hubris des conquérants.
- Une résistance active des Ukrainiens proches de l'Europe est à prévoir malgré une histoire contre-insurrectionnelle brutale de la Russie dans le pays.

- Enfin, face à l'inefficacité patentée des sanctions économiques et manœuvres diplomatiques de la communauté occidentale, il est urgent de réactiver les mécanismes de dissuasion et de défense collective.
- D'autres pistes de réponse stratégique devront aussi être explorées comme le soutien à la résistance ukrainienne, l'action indirecte sur d'autres fronts et la délégitimation sur le temps long de l'agression russe.

Introduction

La guerre de haute intensité qu'une partie de la communauté stratégique craignait depuis quelques années voir survenir en Europe vient désormais d'éclater sous nos yeux. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, une grande puissance nucléaire déploie toutes ses capacités militaires dans une guerre d'agression contre un pays européen. Les objectifs de la Russie ne se limitent clairement pas au Donbass. Ils ne visent pas non plus l'acquisition de nouveaux territoires. Il s'agit selon toute vraisemblance d'une campagne de grande ampleur visant le changement de régime et destinée à installer à Kiev un pouvoir qui lui garantira l'obéissance et la sécurité.

Le déclenchement des hostilités dans la nuit du 24 février 2022 marque, sans aucun doute possible, un tournant dans l'histoire du XXIe siècle : après deux décennies au cours desquelles les États-Unis avaient été le seul acteur capable de s'engager dans ce type d'opération, une nouvelle période apparaît qui voit la puissance militaire sinon changer de camp, du moins se banaliser. Si l'ambition démesurée de la Russie en Ukraine ne manquera pas d'avoir un coût stratégique, sans doute fatal sur le long terme, il appartient aujourd'hui aux compétiteurs directs de la Russie – et singulièrement à l'Europe et à la communauté transatlantique – de sortir de son mutisme stratégique en s'appropriant la mécanique qui a jusqu'à présent donné à Vladimir Poutine les cartes pour agir sans entraves majeures.

Jusqu'où ? La Russie engagée dans le changement de régime

Les stratèges russes ont observé avec attention — souvent même avec fascination — la grande stratégie américaine des années 2000. Au lendemain des attentats du 11 Septembre, alors que la Fédération était embourbée dans sa longue guerre de Tchétchénie, les Américains déployaient toute leur puissance diplomatique et militaire pour renverser les pouvoirs honnis des Talibans et de Saddam Hussein. La lecture russe de ce que nous avions vu en Occident comme une « guerre contre le terrorisme » mettait bien davantage en avant une grande stratégie de « *regime change* » (changement de régime) face à des adversaires géopolitiques¹.

Vu de Moscou cette logique avait déjà commencé en 1999 en Serbie contre Slobodan Milosevic et s'est poursuivie durant les Printemps arabes, notamment avec l'intervention franco-anglo-américaine en Libye en 2011. Moscou s'est opposé clairement à deux de ces actions — en Serbie et en Irak — et a ensuite affiché son regret d'avoir laissé faire dans les deux autres — en Afghanistan et en Libye. La fermeté de Vladimir Poutine

^{1.} Sur la notion lire R. Snyder et J. Mahoney, « The Missing Variable: Institutions and the Study of Regime Change. », Comparative Politics, vol. 32, n° 1, 1999, p. 103-122.

au côté de la Syrie de Bachar al-Assad dès 2012 s'explique largement par sa volonté de mettre un terme à ce qu'il percevait comme un cycle ininterrompu de changements de régime orchestrés par « l'Occident collectif » — témoignant au passage de la paranoïa conspirationniste qui n'a fait que croître au Kremlin, niant toute responsabilité et capacité d'action aux acteurs locaux.

Malgré cette opposition géopolitique et diplomatique grandissante de la Russie face aux États-Unis, le « modèle de guerre » américain a exercé une fascination sur les élites stratégiques russes. Il a été analysé dans de nombreux textes, y compris dans un célèbre article de l'actuel chef d'état-major des armées, Valery Gerasimov, qui en février 2013 décrivait une nouvelle forme de « guerre non linéaire » dans laquelle les mesures non militaires précédaient de longtemps l'action de vive force, à un ratio de 4 pour 1. Formation de coalitions internationales, pressions économiques, négociations

puis ruptures diplomatiques, mise en place de sanctions, formation d'opposition politique interne contre le régime adverse, soutien clandestin à des forces d'opposition paramilitaires et bien sûr action informationnelle et cybernétique systématique devaient contribuer au « modelage » du théâtre².

Le « modèle de guerre » américain a exercé une fascination sur les élites stratégiques russes

Ces mesures non militaires s'accompagnent selon le texte de Gerasimov de gesticulations en

matière de dissuasion (y compris nucléaire) et de déploiements stratégiques à des fins d'intimidation – deux éléments très présents dans la manœuvre russe en Ukraine ces derniers mois. Dans l'hypothèse – pas forcément systématique mais bien identifiée – où les mesures non cinétiques ne suffisent pas, une intervention militaire massive mais rapide peut être envisagée au moyen de frappes de précision à longue portée se concentrant d'abord sur la neutralisation des systèmes de défense aérienne et la paralysie – par destruction ou par cyberattaque – des systèmes de commandement adverses avant l'engagement de troupes au sol. Il est d'ailleurs à noter que la doctrine américaine en matière d'aveuglement et de sidération de l'adversaire, reprenait ellemême de vieilles réflexions soviétiques sur la notion de choc opératif³.

Ce « modèle américain », la communauté stratégique russe se l'est aujourd'hui pleinement approprié. Il en déroule aujourd'hui le scénario en Ukraine presque point par point. Ces éléments de comparaison avec les campagnes américaines des années 2000 ne cherchent en aucune manière à mettre en parallèle la moralité ou la légitimité internationale de ces différentes actions, bien au contraire, les contextes politiques sont pratiquement opposés. Le régime démocratique du président Volodimyr Zelenski n'a

^{2.} V. Gerasimov, The Value of Science Is in the Foresight: New Challenges Demand Rethinking the Forms and Methods of Carrying out Combat Operations, Military-Industrial Kurier, 27 février 2013.

^{3.} D. M. Glantz, Soviet Military Operational Art: In Pursuit of Deep Battle, Londres, Frank Cass, 1991; S. Naveh, In Pursuit of Military Excellence: The Evolution of Operational Theory, Londres, Frank Cass, 1997.

évidemment strictement rien en commun aux pouvoirs sanguinaires de Milosevic, des Talibans, de Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi ou Bachar al-Assad. C'est sur le plan de la stratégie – soit l'art d'employer la force pour parvenir à ses fins – que le parallèle avec l'action militaire américaine, notamment en Irak en 2003, est frappant :

Tout d'abord l'argumentaire monté de toutes pièces d'une menace humanitaire et du risque génocidaire : « Les États-Unis ne permettront pas aux forces de la terreur de disposer des outils d'un génocide⁴ », affirmait Dick Cheney en 2002 lors de la marche à la guerre sur l'Irak. On pourrait évidemment aussi citer la mise en avant de la « responsabilité de protéger » employée face à la Libye en 2011, alors que le fils de Mouammar Kadhafi menaçait de faire couler des « rivières de sang » dans les rues de Benghazi révoltée⁵. Le premier argument était spécieux, le second plus justifiable. Celui de Vladimir Poutine aujourd'hui est inepte, et un dévoiement total des principes humanitaires. Les habitants russophones du Donbass évacués en grande pompe le 20 février disaient eux-mêmes ne pas voir l'urgence de cette évacuation humanitaire⁶.

L'utilisation des négociations diplomatiques comme manœuvre de temporisation est également signifiante : en 2003 les chancelleries opposées à la guerre contre l'Irak — dont bien entendu la diplomatie française — s'étaient agitées tant qu'elles l'avaient pu pour « laisser une chance à la paix » selon le vieux mantra du Vietnam. En réalité les enquêtes de fond et les travaux de recherche ont révélé depuis lors que la décision d'une action militaire était prise depuis longtemps et que tout le ballet diplomatique n'était là que pour gagner du temps et développer la légitimité de l'action. Faute d'un feu vert des Nations unies, l'action n'en était pas moins lancée. Conscient de son manque de relais internationaux, Moscou n'a pas cherché un quelconque aval du Conseil de sécurité dans le cas ukrainien, mais a bien joué tant qu'il a pu sur la quête effrénée d'apaisement diplomatique pour réussir à surprendre alors que le déploiement de troupes depuis le mois de novembre 2021 ne laissait guère de doute sur l'objectif final.

La mise en œuvre d'une stratégie militaire visant « le choc et l'effroi⁷ » : le déclenchement de l'opération dans la nuit du 24 février 2022 après une longue mise en place de plusieurs mois correspond bien au schéma classique d'une opération de changement de régime telle que l'avait mis en œuvre *Iraqi Freedom* en 2003. Elle a commencé par une ouverture de théâtre de type

^{4.} É. Tenenbaum et M. Hecker (dir.), La Guerre de vingt ans : djihadisme et contre-terrorisme au XXIe siècle, Paris, Robert Laffont, 2021.

^{5. «} Libye : les menaces du fils Kadhafi », Europe 1, 21 février 2011, disponible sur : <u>www.europe1.fr</u>.

^{6.} P. Gogo, « Partir ou pas ? Le dilemme des habitants de Donetsk, à l'est de l'Ukraine », *Ouest France*, 20 février 2022, disponible sur : www.ouest-france.fr.

^{7.} H. K. Ullman et J. P. Wade, *Shock And Awe: Achieving Rapid Dominance*, National Defense University, 1996; Sur l'appropriation par la Russie lire M. Kofman et J. Edmonds, « Russia's Shock and Awe: Moscow's Use of Overwhelming Force Against Ukraine », *Foreign Affairs*, 22 février 2022.

« entrée en premier⁸ » visant la neutralisation des systèmes de défense aérienne pour s'assurer la suprématie dans le ciel et la paralysie du commandement ennemi. L'entrée en action de l'arme aérienne et des capacités de missiles à longue portée est suivie de près par l'entrée en mouvement des forces terrestres groupées en bataillons interarmes agiles et manœuvriers qui ne devrait pas s'arrêter avant la capitale.

Enfin, le projet avancé le 23 février par Vladimir Poutine de « dénazification⁹ » de l'Ukraine est le dernier indice indubitable du projet russe de changement de régime. Là encore, il est frappant de constater que l'image de l'Allemagne en 1945 était aussi convoquée en 2003 par les Américains en Irak pour évoquer leur projet politique, parlant alors de « débaathification¹⁰ ». Une fois encore comparaison n'est évidemment pas raison, et si l'analogie américaine entre Allemagne nazie et l'Irak du Parti Baas était bien imparfaite – et pour tout dire naïve – la référence au nazisme pour décrire l'Ukraine de 2022 est simplement délirante. Il n'empêche que cette référence au nazisme – destiné notamment à l'opinion publique russe par le martèlement du souvenir obsessionnel de la « Grande Guerre patriotique » – vient confirmer l'ambition géopolitique de l'entreprise. Le Donbass n'est pas l'objectif, c'est l'Ukraine.

Et après ? Hubris et némésis

Nous sommes donc bien dans les premières heures d'une opération de changement de régime lancée par Moscou contre l'Ukraine. Or, la leçon principale des vingt années de guerre américaine au Moyen-Orient est que l'histoire est tragique. Comme dans les pièces de théâtre de la Grèce antique, à chaque fois que les dirigeants cèdent à la démesure (hubris), un châtiment bien mérité (némésis) finit par s'abattre sur eux. Le sort des Américains en Irak après 2003 est connu : le déclenchement sous trois mois d'une insurrection qui fera du pays le pire bourbier militaire pour les États-Unis depuis le Vietnam. On voit mal comment l'armée qui a tant étudié le « modèle américain » aurait pu passer à côté de cette évidence. Comment comprendre la surestimation par Vladimir Poutine de sa capacité à sortir par le haut d'une opération de changement de régime face à une population ukrainienne clairement opposée ?

L'une des explications réside peut-être dans la conception de l'histoire des relations entre Ukraine et Russie, qui obnubile clairement le maître du Kremlin – son discours du 22 février, comme son long article « académique » du 15 juillet 2021¹¹. L'idée

^{8.} C. Brustlein, « L'entrée en premier et l'avenir de l'autonomie stratégique », Focus stratégique, n° 70, Ifri, percembre 2016

^{9. «} Putin Declares Beginning of Military Operation in Ukraine », Tass, 24 Février 2022.

^{10.} H. Saghieh, « The Life and Death of de-Baathification », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, vol. 117-118, 2007, p. 203-223.

^{11. «} Article by Vladimir Putin 'On the Historical Unity of Russians and Ukrainians' », 12 juillet 2021, disponible sur: http://en.kremlin.ru.

ifri

persistante que les deux peuples n'en forment, dans la pensée poutinienne, qu'un seul a trop souvent été mise en avant pour prouver qu'il ne pouvait pas céder à l'agression qui apparaîtrait alors comme un acte fratricide. Mais l'argument peut être retourné : vu de Moscou, et aussi insensé que cela puisse nous paraître en tant qu'Occidentaux, c'est précisément parce que les Ukrainiens sont un « peuple frère » qu'ils ne s'opposeront pas radicalement à une tutelle russe. Il n'y aura pas de rejet spontané autre que par ceux que le Kremlin a depuis longtemps désignés comme des agents de l'étranger. C'est pourquoi le fantôme de l'Afghanistan ne semble pas hanter autant qu'il le devrait les stratèges russes.

L'histoire russe est pleine de révoltes ukrainiennes matées dans le sang. Pour ne se limiter qu'au XXº siècle, le sort peu enviable des partisans de Nestor Makhno, nationaliste ukrainien à la tête d'une guérilla de 50 000 combattants en 1919 et vaincu brutalement en l'espace de deux ans par l'armée rouge de Léon Trotski est évidemment

L'histoire russe est pleine de révoltes ukrainiennes matées dans le sang

présent à l'esprit des stratèges russes¹². Plus présent encore est peut-être le souvenir de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de Stepan Bandera crée en 1942 en pleine occupation nazie de l'Ukraine. Après avoir entretenu des relations complexes et souvent coupables avec le III^e Reich, le mouvement a cherché en vain à s'opposer au retour des forces soviétiques entre 1944 et 1952 – un discret soutien britannique et

américain se fera même jour après 1946¹³. Au bout de quatre ans de résistance, on estime que plus de 100 000 membres ou supposés tels de l'organisation auraient été tués et que 250 000 autres auraient été capturés et souvent déportés dans le cadre de la répression orchestrée par le NKVD¹⁴.

Si les figures de Makhno et Bandera sont aujourd'hui héroïsées en Ukraine – surtout dans l'Ouest – elles sont aussi omniprésentes dans l'imaginaire stratégique russe, justifiant bien souvent les accusations de « fascisme ukrainien ». En Europe occidentale, la référence à ces épisodes tragiques donne le frisson, elle renvoie avant tout à l'image des « Terres de sang¹⁵ » dont on espère avoir définitivement tourné la page avec le retour de la paix. Mais il ne faut pas négliger la possibilité que cette histoire ait une autre signification à Moscou : celle qu'une victoire est possible, brutale si nécessaire. Que la Russie connaît l'Ukraine et qu'elle sait comment la dompter. Cela passera sans doute par une « contre-insurrection » douloureuse, sans doute sous-traitée à un pouvoir satrapique du style de celui de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie, ou des Républiques

^{12.} J. Lebrun, « Makhno, le paysan anarchiste d'Ukraine », France Inter, 8 novembre 2017, disponible sur : www.franceinter.fr.

^{13..} J. Burds, «The Early Cold War in Soviet West Ukraine: 1944-1948 », Carl Beck Papers in Russian and East European Studies, no 1505, Boston, Northeastern University, 2001.

^{15.} T. Snyder, Bloodlands: Europe between Hitler and Stalin, New York, Basic Books, 2012.

6

autonomes du Donbass, d'Ossétie ou d'Abkhazie, le cas échéant par des milices privées sécurisant le régime. Ce scénario « à la syrienne » semble inconcevable pour un pays de la taille et au niveau de développement politique de l'Ukraine. Mais il est possible qu'il soit aujourd'hui envisagé sérieusement par un pouvoir russe isolé et mégalomane.

Que faire ? Pour un retour à la grammaire stratégique

Après avoir voulu imiter « l'Occident guerrier et révisionniste » de l'Amérique post-11 Septembre, la Russie n'a eu de cesse de mépriser « l'Occident décadent et pusillanime », et notamment l'Europe qui a peur de sa force et a pris une trajectoire orthogonale à la notion de puissance. La crainte de la guerre comme repoussoir absolu pour les Européens est en cela un point majeur, alors même que le fait d'être capable d'employer la force est non seulement assumé mais considéré comme un attribut essentiel de la puissance par Vladimir Poutine. La Russie vient de donner à l'Occident une magistrale leçon de grammaire stratégique. Il est désormais urgent de prendre un cours de rattrapage accéléré pour éviter le déclassement.

Alors que tout au long de la crise Moscou n'a eu de cesse de montrer que toutes les options étaient effectivement sur la table, y compris jusqu'au sommet de l'échelle de la violence – soit le feu nucléaire – la réponse occidentale à la crise ukrainienne est jusqu'alors restée extrêmement prévisible et cantonnée au champ non militaire. L'Ukraine n'étant pas membre de l'Alliance atlantique, toute action militaire ou même dans le champ de la sécurité *stricto sensu* a été systématiquement écartée. Le train de sanctions économiques, annoncé de longue date, n'a eu évidemment aucun effet de surprise pour Moscou. Les annonces de « réassurance » de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) auprès des pays de l'Est demeurent pour l'heure en ligne sur ce que le Kremlin avait pu voir se mettre en place depuis sa première action ukrainienne de 2014 et intégré par lui dans les conséquences de ses agissements. Si Vladimir Poutine a bel et bien sous-estimé la difficulté que représentera une opération militaire en Ukraine – notamment dans sa phase de stabilisation – il a aussi sous-estimé l'ampleur de la réaction occidentale. Il est urgent de lui donner tort, en rompant s'il le faut avec un certain nombre de tabous.

La maîtrise de l'escalade (*escalation dominance*) est un concept clé en matière de dissuasion qui avantage systématiquement celui qui en bénéficie. L'asymétrie des intérêts y tient une place prépondérante comme l'illustre la crise actuelle. En faisant de l'Ukraine un enjeu de sécurité quasi vitale pour la Russie – ce que nous pouvons contester dans notre analyse à froid vu de Paris, Berlin ou Londres mais qui est pourtant bien mis en avant par le pouvoir russe depuis longtemps – Moscou se laisse la possibilité de monter progressivement en gamme dans la confrontation. La gesticulation nucléaire, du déploiement de bombardiers stratégiques en Biélorussie dès le mois de novembre,

à celui de missiles hypersoniques à Kaliningrad au mois de janvier et à l'exercice Grom en février, vient démontrer cette résolution.

Pour l'heure aucune réponse visible n'a été apportée à ces actions. Or, la mise en place d'un dispositif réactif semble désormais urgente pour démontrer la détermination des Occidentaux à stopper l'engrenage infernal. L'appropriation par les Européens notamment de la grammaire stratégique, y compris de la dialectique de l'escalade, est paradoxalement la seule manière d'endiguer l'agression. Vladimir Poutine doit comprendre que l'escalade n'est pas à sens unique. Or, tant qu'une menace effective sur les intérêts de sécurité russes ne viendra pas contrebalancer la protection de ces mêmes intérêts par Moscou en Ukraine, les autres sanctions ne seront que des « coûts » que le Kremlin est prêt à payer, le prix de ce qu'il perçoit être une action nécessaire pour renforcer sa sécurité dans le long terme.

Cela passe d'abord évidemment par le renforcement de la ligne rouge otanienne dans le cadre de la défense collective et de l'article 5. La Russie ne doit pouvoir se faire absolument aucune illusion sur la possibilité qu'elle aurait à pousser plus avant son

Vladimir Poutine doit comprendre que l'escalade n'est pas à sens unique

aventurisme militaire. Un renforcement immédiat de la présence avancée renforcée est assurément un minimum attendu dans ce cadre. Comme l'a affirmé le Secrétaire général Jens Stoltenberg lors de la conférence de Munich la semaine passée « si l'objectif du Kremlin (en attaquant) est d'avoir moins d'OTAN sur les frontières russes, il n'obtiendra que davantage d'OTAN¹6 ». D'aucuns jugeront inutilement escalatoires la décision – ou la menace – des réponses telles que le déploiement significatif de forces à l'Est de l'Alliance, le

constat de décès de l'Acte fondateur Russie-OTAN de 1997. C'est pourtant aujourd'hui la seule manière de forcer Vladimir Poutine à recalculer les coûts et bénéfices de sa guerre en Ukraine.

Le champ de la dissuasion n'est pas le seul qui puisse jouer pour faire cesser l'escalade. La némésis peut être aidée de l'extérieur, et l'Europe peut faire en sorte qu'elle survienne plus tôt que tard. Il ne s'agit évidemment pas d'engager des troupes européennes ou américaines en Ukraine. Il est trop tard pour cela. En revanche, les expériences conduites par le passé, auprès de mouvements irréguliers et insurrectionnels doivent nous éclairer sur les stratégies possibles, sous le seuil de la guerre ouverte, en matière d'appui à des mouvements de résistance qui ne manqueront pas d'émerger. Des réponses indirectes peuvent aussi être imaginées là où la Russie est faible et où ses opposants sont plus forts. Une fois encore, c'est malheureusement à cette école que Moscou s'est montré expert au cours des dernières années. La France est bien

^{16.} Remarques du Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg à la Conférence de sécurité de Munich « Hand in Hand: Transatlantic and European Security », 19 février 2022.

placée pour le savoir entre les agissements du groupe Wagner au Mali et en Centrafrique. La stratégie des mille entailles, elle aussi, peut jouer dans les deux sens.

Enfin l'Union européenne et ses États membres qui se targuent de « puissance normative » sont désormais mis à l'épreuve sur leur projet fondamental. Si le son des canons et des bombes doit nous inciter à ne plus nous bercer d'illusions sur ce que peut cette puissance normative face à la force brute, le temps long pourra peut-être encore lui donner raison – comme ce fut le cas durant la guerre froide – à condition de s'en donner les moyens. Voici venu le temps de montrer comment la condamnation par le droit international, et la convocation de force morale, du soutien à la société civile, aux intellectuels et aux artistes qui se dressent contre la force brute peuvent hâter sa démise et contribuer à rétablir l'équilibre.

Élie Tenenbaum est directeur du Centre des études de sécurité de l'Ifri. Il travaille en particulier sur la problématique de la guerre irrégulière, de la lutte contre le terrorisme et des menaces hybrides ainsi que sur la politique de défense française et les opérations militaires. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages d'histoire et de stratégie parmi lesquels son dernier livre, co-écrit avec Marc Hecker, La Guerre de vingt ans : djihadisme et contre-terrorisme au XXIe siècle, paru chez Robert Laffont en 2021.

Comment citer cette publication:

Élie Tenenbaum, « Guerre en Ukraine : leçon de grammaire stratégique », Briefings de l'Ifri, Ifri, 24 février 2022.

ISBN: 979-10-373-0498-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Le Parlement russe approuve la demande de Poutine de recourir aux forces armées en dehors de la Russie, Moscou, 22 février 2022 © EyePress News/Shutterstock.com



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

